

Arrêté ministériel n. 2022-59 du 28/01/2022 modifiant l'arrêté ministériel n° 90-644 du 18 décembre 1990 évaluant le montant des avantages en nature à considérer pour la détermination des prestations, cotisations et indemnités prévues par la législation sociale, modifié

(Journal de Monaco du 4 février 2022).

Vu l' **Ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944** portant création d'une Caisse de Compensation des Services Sociaux de la Principauté de Monaco, modifiée ;

Vu la **loi n° 455 du 27 juin 1947** sur les retraites des salariés, modifiée ;

Vu la **loi n° 619 du 26 juillet 1956** fixant le régime des congés payés annuels, modifiée ;

Vu l' Ordonnance Souveraine n° 92 du 7 novembre 1949 modifiant et codifiant les Ordonnances Souveraines d'application de l' **Ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944** portant création d'une Caisse de Compensation des Services Sociaux, modifiée ;

Vu l' Ordonnance Souveraine n° 1.388 du 11 octobre 1956 relative aux congés payés annuels des concierges d'immeubles à usage d'habitation et des gens de maison, modifiée ;

Vu l' Ordonnance Souveraine n° 4.739 du 22 juin 1971 fixant le régime des prestations dues aux salariés en vertu de l' **Ordonnance-loi n° 397 du 27 septembre 1944** en cas de maladie, accident, maternité, invalidité et décès, modifiée ;

Vu l' **arrêté ministériel n° 63-131 du 21 mai 1963** fixant les taux minima des salaires, modifié ;

Vu l' **arrêté ministériel n° 90-644 du 18 décembre 1990** évaluant le montant des avantages en nature à considérer pour la détermination des prestations, cotisations et indemnités prévues par la législation sociale, modifié ;

Vu l' **arrêté ministériel n° 91-688 du 20 décembre 1991** approuvant le règlement intérieur de la Caisse de Compensation des Services Sociaux, modifiée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 26 janvier 2022 ;

Article 1er .- (Voir l'article 1er de l' **arrêté ministériel n° 90-644 du 18 décembre 1990**).

Article 2 .- Le Conseiller de Gouvernement-Ministre des Affaires Sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.